

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2002.D3/B2.4

de prise en considération de mise à l'étude
du projet de Liaison Grande Vitesse Sud-
Europe Atlantique

le préfet de la région Poitou-Charentes,
préfet de la Vienne,
officier de la légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.111.7, L.111.8, L.111.10, L.111.11, L.421.2.2, R.123.13 et R.111.26.1;

Vu la décision de Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement en date du 29 décembre 1999 arrêtant, à l'issue des études préliminaires, les fuseaux d'études du TGV Aquitaine;

Vu la décision de Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement en date du 21 février 2002 arrêtant, à l'issue des études complémentaires, le fuseau d'études de la LGV Sud-Europe Atlantique entre Tours et Poitiers;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2000 de prise en considération de mise à l'étude du projet de TGV Aquitaine;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de COLOMBIERS approuvé le 15.02.1989, révisé le 09.09.1997, modifié le 22.03.2001;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de JAUNAY-CLAN approuvé le 21.05.1981, révisé le 17.09.1994, modifié le 31.07.2001;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MARIGNY-BRIZAY approuvé le 19.10.1982, révisé le 11.12.1997, modifié le 31.03.1998;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SCORBE-CLAIRVAUX approuvé le 23.10.1986, modifié le 30.04.1998;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la communauté d'agglomération de POITIERS approuvé le 05.02.2001, modifié les 21.12.2001 et 01.03.2002;

Vu les règles générales de l'urbanisme (articles R.111.1 à R.111.27) applicables sur le territoire de la commune d'OUZILLY;

Considérant que des travaux, des constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de la Liaison Grande Vitesse (LGV) Sud-Europe Atlantique, compte tenu notamment de la nature, l'importance et la localisation de ce projet ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement

ARRETE :

Article 1 - Le présent arrêté modifie l'arrêté du 8 août 2000 relatif à la prise en considération du TGV Aquitaine, désigné ci-dessous par LGV Sud-Europe Atlantique.

Article 2 - La mise à l'étude du projet de travaux publics de la LGV Sud-Europe Atlantique n'est plus prise en considération sur les communes de ANTRAN, AVANTON, BUXEUIL, CHATELLERAULT, CISSE, DANGE-SAINT-ROMAIN, INGRANDES, LES ORMES et VENDEUVRE-DU-POITOU.

Article 3 - La mise à l'étude du projet de travaux publics de la LGV Sud-Europe Atlantique est prise en considération sur les communes de BUXEROLLES, CHASSENEUIL-DU-POITOU et POITIERS.

Article 4 - La délimitation des zones, où la mise à l'étude du projet de travaux publics de la LGV Sud-Europe Atlantique est prise en considération, est modifiée sur les communes de BIARD, COLOMBIERS, JAUNAY-CLAN, MARIGNY-BRIZAY, MIGNE-AUXANCES, OUZILLY, SCORBE-CLAIRVAUX, et VOUNEUIL-SOUS-BIARD.

Article 5 - Les zones affectées par ce projet sont délimitées sur des plans au 1/25000^{ème}. Ces plans sont annexés au présent arrêté, pour ce qui concerne chacune des communes visées aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Article 6 - Pour les zones des communes déjà délimitées par l'arrêté du 8 août 2000 et maintenues par le présent arrêté, la décision de prise en considération cesse de produire effet si, dans un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 8 août 2000, l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée.

Article 7 - Pour les zones des communes nouvellement délimitées par le présent arrêté, la décision de prise en considération cesse de produire effet si, dans un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée.

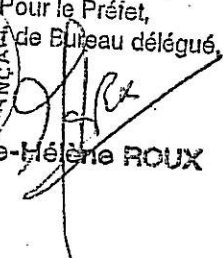
Article 8 - A l'intérieur des zones ainsi délimitées, un sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations, dans les formes prévues aux articles L.111.7 et L.111.8 du code de l'urbanisme.

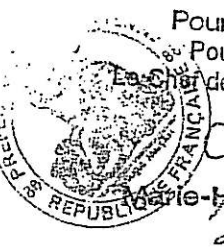
Article 9 - Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication. Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans les journaux suivants : La Nouvelle République du Centre-Ouest et Centre-Press. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Article 10 - Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Sous-Préfet de Châtelleraut, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement, Mesdames et Messieurs les Maires des Communes mentionnées aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Poitiers, le 28 MARS 2002

Jean-Pierre RICHER

Pour ampliation,
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Marie-Hélène ROUX





Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

TON DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT

ARRETE N° 245

de prise en considération de mise à
l'étude du projet de T.G.V. Aquitaine

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.111.7, L.111.8, L.111.10, L.111.11, L.421.2.2, R.123.19 et R.111.26.1,

Vu la décision de Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement en date du 29 décembre 1999 arrêtant les fuseaux d'études du TGV Aquitaine ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ANTRAN approuvé le 23.01.98 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune d'AVANTON approuvé le 31.01.92 et modifié le 17.02.99 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de BERUGES approuvé le 23 juin 2000 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de BIARD approuvé le 18.02.86, modifié le 21.12.90, mis en révision le 19.12.97 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de BRUX approuvé le 10.04.89, modifié le 30.06.97, mis en révision le 30.06.97 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de BUXEUIL approuvé le 09.07.82 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de CELLE-L'EVESCAULT approuvé le 26.06.87, modifié le 27.03.97 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de CHATELLERAULT approuvé le 01.07.94, modifié le 05.03.99 ;

- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de CHAUNAY approuvé le 27.11.96 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de CISSE approuvé le 14.04.94, modifié le 22.07.98 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de COLOMBIERS approuvé le 15.02.89, modifié le 09.09.97 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de COULOMBIERS approuvé le 10.06.94, modifié le 10.11.98 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de DANGE-ST-ROMAIN approuvé le 22.06.87, modifié le 17.10.95, mis en révision le 25.06.97 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de FONTAINE-LE-COMTE approuvé le 24.04.95, modifié le 07.07.97 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune d'INGRANDES approuvé le 01.02.99 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de JAUNAY-CLAN approuvé le 17.09.94, modifié le 26.01.99 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de LIGUGE approuvé le 26.04.91, modifié le 04.05.98, mis en révision le 06.11.97 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de MARIGNY-BRIZAY approuvé le 11.12.97, modifié le 31.03.98 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de MARIGNY-CHEMEREAU approuvé le 20.02.89, modifié le 30.05.94 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de MIGNE-AUXANCES approuvé le 18.02.86, modifié le 21.12.90, mis en révision le 19.12.97 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune des ORMES approuvé le 06.02.89, modifié le 04.01.99 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de PAYRE approuvé le 12.05.99 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de ST-GENEST-d'AMBIERE approuvé le 30.01.91, modifié le 01.08.97 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de ST-GERVAIS-LES-3-CLOCHERS approuvé le 02.09.99, modifié le 30.03.99 ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de SCORBE-CLAIRVAUX approuvé le 23.10.86, modifié le 30.04.98 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de THURE approuvé le 17.04.2000 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de VENDEUVRE-DU-POITOU approuvé le 25.06.98, modifié le 17.08.99 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de VOUNEUIL-SOUS-BIARD approuvé le 04.05.94, modifié le 01.06.95 ;

Vu les règles générales de l'urbanisme (articles R.111.1 à R.111.27) applicables sur les territoires des communes de LEIGNES SUR USSEAU, MARCAY, MONDION, OUZILLY et SOSSAY ;

Considérant que des travaux, des constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du TGV Aquitaine, compte tenu notamment de la nature, l'importance et la localisation de ce projet ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de l'Equipement

ARRETE :

Article 1 - La mise à l'étude du projet de travaux publics du TGV Aquitaine sur les communes de : ANTRAN, AVANTON, BERUGES, BIARD, BRUX, BUXEUIL, CELLE L'EVESCAULT, CHATELLERAULT, CHAUNAY, CISSE, COLOMBIERS, COULOMBIERS, DANGE ST ROMAIN, FONTAINE LE COMTE, INGRANDES, JAUNAY CLAN, LEIGNES SUR USSEAU, LIGUGE, MARCAY, MARIGNY BRIZAY, MARIGNY CHEMEREAU, MIGNE AUXANCES, MONDION, LES ORMES, OUZILLY, PAYRE, ST GENEST D'AMBIERE, ST GERVAIS LES 3 CLOCHERS, SCORBE CLAIRVAUX, SOSSAY, THURE, VENDEUVRE DU POITOU et VOUNEUIL SOUS BIARD.

est prise en considération. La décision de prise en considération cesse de produire effet si, dans un délai de dix ans à compter de son entrée en vigueur, l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée.

Article 2 - La zone affectée par ce projet est délimitée sur des plans au 1/25000^e pour ce qui concerne chacune des communes de l'article 1^{er} ci-dessus. Ces plans sont annexés au présent arrêté.

Article 3 - A l'intérieur de ces zones ainsi délimitées et à compter de la publication du présent arrêté, un sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations, dans les formes prévues aux articles L.111.7 et L.111.8 du code de l'urbanisme.

Article 4 - Le présent arrêté fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans les journaux suivants :

- La Nouvelle-République du Centre-Ouest ;
- Centre-Presse.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Sous-Préfet de Châtelleraut, Madame le Sous-Préfet de Montmorillon, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de l'Equipement, Mmes et MM. les Maires des Communes mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Poitiers, le - 8 AOÛT 2000

Pour amputation
Pour le Préfet,
Le Chef de Service délégué.

Anna NOUËL

MAIRES

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Vienne

Philippe PAOLANTONI